

Le livre
du jour

Une pratique qui empoisonne la démocratie

Erigée outre-Atlantique en politique d'Etat, la torture figure parmi les dossiers les plus brûlants. C'est dire si ce remarquable essai sur la façon dont la première démocratie du monde en est venue, depuis le 11-Septembre, à justifier l'injustifiable tombe à point nommé.

Le philosophe Michel Terestchenko, qui n'a rien d'un antiméricain primaire, explique aussi de manière très convaincante pourquoi les sociétés qui s'y livrent

Du bon usage de la torture ou Comment les démocrates justifient l'injustifiable
Michel Terestchenko
La Découverte, 216 pages, 15 €

« fomentent en leur sein un poison profondément corrupteur qui se diffuse à l'ensemble des institutions ». A l'exécutif qui en décide et au pouvoir législatif qui la légalise ou se défait ; à l'armée, dont les valeurs sont bafouées par la licence accordée aux services spéciaux ; à l'opinion publique, enfin, qui tend à se réfugier dans « une complicité indifférente, pourvu que les victimes soient désignées comme des fanatiques hostiles ».

Mais il y a plus grave que cette indifférence ordinaire, et c'est ce dont on prend la mesure – non sans effarement – au fil de ces pages. De quoi s'agit-il ? Du vaste débat d'idées, mal connu en Europe, auquel « la question de la torture » a donné lieu outre-Atlantique. L'auteur de *Du bon usage de la torture* a décidé de prendre les arguments pragmatiques au sérieux pour mieux les réfuter. Il s'intéressera donc avant tout aux partisans de ce courant jusque-là inédit dans les annales de la pensée contemporaine : « L'idéologie libérale de la torture ». Or cette réfutation ne va pas de soi, comme en témoigne « la parabole de la bombe à retardement ».

Imaginons qu'un homme suspecté d'avoir posé une bombe dans une école refuse de parler. Que commande alors l'action responsable ? Le respect des droits de l'homme, au risque de voir assassiner des milliers d'enfants, ou l'emploi de méthodes coercitives qui, vu l'urgence et l'enjeu, peuvent apparaître comme « un moindre mal » ? Face à cette hypothèse choc, quelques-uns des plus éminents intellectuels de gauche, tel le philosophe Michael Walzer, préconiseront de confier le « sale boulot » à un homme seul, prêt à assumer le fardeau moral et pénal de ses actes ainsi maintenus dans leur illégalité et leur malignité. Où l'on retrouve la figure noble et sacrificielle de l'agent Jack Bauer, le héros de la série télévisée « 24 heures ». C'est l'approche tragique. L'autre, plus utilitariste, est bien représentée par Alan Dershowitz. Selon ce juriste connu pour sa défense des libertés civiles, une évaluation objective des coûts et des bénéfices exigera là encore que l'on recoure à la torture, la solution la moins ruineuse consistant à l'encadrer par un juge.

Et si la fine fleur de l'intelligentsia américaine s'était laissé bernier par un scénario qui, dans la réalité, ne se rencontre jamais ? Le fait est – et, en un sens, il est accablant – qu'« aucune preuve n'a pu être apportée d'un cas où la torture aurait permis d'éviter un attentat », conclut M. Terestchenko au terme d'une démonstration bien documentée. Constat d'autant plus fort que la torture, du coup, n'apparaît pas seulement comme un crime, mais comme une pratique aussi « irréaliste » que politiquement ruineuse. ■

ALEXANDRA LAIGNEL-LAVASTINE

Les ressorts de la relance chinoise

Le plan de soutien mis en œuvre par Pékin devrait permettre un atterrissage économique en douceur

L'annonce d'un vaste plan de relance de l'économie chinoise, plus important que ce que la plupart des analystes prévoyaient, traduit l'inquiétude du gouvernement de Pékin face à la détérioration rapide des indicateurs économiques. Il est encore trop tôt pour analyser dans le détail l'impact de ce plan de relance.

Mais sa taille – près de 546 milliards de dollars (431,3 milliards d'euros soit près de 16 % du PIB) – indique que la version optimiste d'une Chine traversant sans trop d'embûches la crise économique mondiale en se passant d'une intervention importante de l'Etat devenait de plus en plus difficilement tenable. Quels éléments ont pu pousser les autorités chinoises à intervenir aussi massivement ?

Premièrement, l'étendue des répercussions domestiques de la baisse des exportations. Les baisses de commandes adressées par les clients étrangers ont des répercussions en chaîne importantes sur la myriade de PME sous-traitantes qui fournissent des produits semi-finis aux firmes (chinoises ou étrangères) exportatrices opérant sur le territoire chinois. Les statistiques appréhendaient assez mal ces effets.

Par ailleurs, ces PME sont souvent regroupées par métier dans des districts industriels bien délimités géographiquement. L'impact économique et social de la baisse des exportations est amplifié dans certaines zones géographiques du delta de la rivière des Perles près d'Hongkong ou bien dans les provinces autour de Shanghai.

Enfin, ces PME sous-traitantes chinoises doivent fonctionner sur des volumes de commandes importants pour compenser des marges bénéficiaires à l'unité produite très faibles, cela en raison de la concurrence très vive à laquelle elles se livrent entre elles et de la faible valeur ajoutée captée par rapport aux firmes étrangères qui vendent le produit fini aux Etats-Unis ou en Europe.

La baisse des commandes de clients

Jean-François Huchet

Directeur du Centre d'études français sur la Chine contemporaine (Hongkong)

étrangers peut donc avoir des effets catastrophiques pour les sous-traitants les plus mal organisés. Dans un contexte où il est toujours difficile pour les PME d'obtenir des prêts auprès des grandes banques, publiques qui préfèrent prêter aux grandes entreprises d'Etat, ces sous-traitants n'ont plus de liquidités pour payer matières premières et salaires.

Deuxièmement, la réorientation naturelle de la croissance chinoise sur la consommation, objectif antérieur à la crise fixé par le gouvernement chinois dès 2003, aurait eu du mal à se matérialiser de manière significative en l'espace de quelques mois. Les ménages chinois constituent une épargne de précaution pour faire face aux coûts importants des dépenses d'éducation, mais également en raison de l'insuffisance ou de l'absence de couverture sociale pour les dépenses de retraites et de santé. En sus de cette donnée structurelle, il fallait également tenir compte de deux phénomènes conjoncturels qui auraient certainement eu un impact négatif dans les prochains mois sur la consommation des ménages.

Même si l'on a encore du mal à en mesurer l'étendue, notamment en raison de l'opacité concernant l'identité des détenteurs de comptes en actions en Chine, la baisse vertigineuse depuis le printemps dernier des Bourses de Shanghai (-65 %) et d'Hongkong (-50 %) devrait affecter les revenus anticipés des classes moyennes. Par ailleurs, l'impact psychologique de la crise internationale, qui avait largement épargné les ménages urbains chinois lors de la crise asiatique de 1998, paraissait cette fois les toucher plus directement. Ces facteurs commençaient à avoir des répercussions négatives sur l'immobilier, qui est

un des principaux piliers de la croissance chinoise depuis le milieu des années 1990.

Ce n'est sans doute pas un hasard si au-delà des traditionnelles dépenses d'infrastructures sur lesquelles il reste certes encore beaucoup à faire en Chine, le plan de relance semble donner la part du lion à la progression des dépenses sociales et au soutien à l'immobilier pour les revenus intermédiaires. La taille annoncée du plan de relance est également très certainement destinée à endiguer l'effet psychologique négatif de la crise internationale sur les consommateurs chinois. Le plan de relance permet enfin à la Chine d'anticiper les critiques qui n'auraient pas manqué d'émerger sur le déficit de consommation interne et l'excès d'épargne, qui alimen-

Au moment où les rentrées fiscales devraient fortement baisser, la croissance rapide de certaines dépenses structurelles, qui vont devenir incompressibles compte tenu de leur caractère social, va progresser pour permettre la mise en place d'un Etat-providence, élément central d'un mode de croissance plus endogène. Ces mêmes analyses insistent également sur l'existence d'une dette publique non comptabilisée, notamment concernant les dépenses de retraites et les prêts non performants des banques publiques, qui risquent d'augmenter rapidement dans le contexte actuel.

Il ne serait donc pas étonnant de voir l'Etat demander à des entités publiques, comme les entreprises d'Etat ou les banques d'Etat qui ont vu leur profit augmenter confortablement ces dernières années, de contribuer à assurer une partie de cet effort, pour éviter de trop dégrader le déficit budgétaire. Par ailleurs, l'annonce parle d'un effort public sur deux ans, sans préciser s'il s'agit d'un supplément d'investissement net (qui serait dans ce cas massif) ou si cela comprend déjà ce que l'Etat avait prévu d'investir.

D'autre part, on peut également s'interroger sur l'efficacité à court terme de l'augmentation des dépenses sociales sur la consommation des ménages. On ne peut que se féliciter de l'effort budgétaire du gouvernement chinois dans le domaine du social, mais il faudra très certainement encore attendre plusieurs années pour que les systèmes de protection sociale et d'éducation soient transformés au point que les ménages chinois modifient de manière significative leur comportement d'épargne et décident d'en faire de même sur la consommation.

Ces interrogations mises à part, l'annonce de ce plan de relance démontre une nouvelle fois la remarquable capacité de pilotage macroéconomique du gouvernement chinois, qui pourrait lui permettre de négocier un atterrissage en douceur de son économie avec un taux de croissance proche de 8 % pour l'année 2009. ■

L'impact économique et social de la baisse des exportations est amplifié dans certaines zones géographiques

tent les déséquilibres au niveau mondial.

Ce plan de relance soulève néanmoins quelques questions. D'abord celle de son financement. Avec un endettement public proche de 16 % du PIB et un excédent fiscal qui devrait atteindre 2 % cette année, les autorités chinoises disposent d'une plus grande latitude qu'au moment de la crise asiatique en 1998. Plusieurs analystes s'interrogent néanmoins sur l'ampleur des marges de manœuvre du gouvernement sur le plan fiscal. Elles pourraient être plus restreintes que ne l'indiquent les statistiques officielles.

Les pays pauvres éternelles victimes de la crise

Le Fonds monétaire international a failli à sa mission, il ne peut être le gendarme de la finance mondiale

Depuis trente ans, les pays pauvres subissent de plein fouet les conséquences d'une course au profit effrénée qui a fait perdre la tête à la finance mondiale. A l'heure de refonder le système financier international, ils ne sont même pas conviés à la table des négociations.

La chronique du drame est éclairante. Acte I, l'endettement. Dans les années 1970, à la recherche de débouchés pour leurs liquidités, les banquiers occidentaux endettent massivement les pays du Sud à des taux (flottants) défiant toute concurrence. Les Etats leur emboîtent le pas, en faisant crédit à des dictatures féroces comme aux Philippines, au Congo (ex-Zaïre) ou en Argentine, en échange de leur allégeance au bloc de l'Ouest. Acte II, crise de la dette. En cause, au-delà des motifs géopolitiques : la remontée en flèche des taux d'intérêt, suite à une décision du Trésor américain, et la dégringolade des revenus d'exportation avec la chute des prix agricoles. Acte III, l'ajustement structurel. A partir des années 1980, les grands argentiers du G7 exigent des pays pauvres qu'ils sacrifient les dépenses de santé, d'éducation ou d'emploi pour rembourser la dette.

Le Fonds monétaire international

Jean Merckaert

Coordinateur de la plate-forme Dette & Développement

(FMI), désœuvré après la sortie du système de change fixe, est chargé d'imposer privatisations bradées, libéralisations commerciale et financière et retrait de l'Etat. Pour le plus grand profit des investisseurs étrangers. L'ouverture des marchés met en péril les cultures vivrières, première source de revenus de la population rurale, et tue dans l'œuf les industries naissantes. Une minorité s'accapare les rentes minière et pétrolière. Les bénéfices colossaux réalisés au Sud fuient vers les places offshore.

Au total, les pays en développement consacrent encore chaque année 456 milliards de dollars (360 milliards d'euros) à rembourser leur dette. La fraude fiscale leur coûte 300 à 500 milliards de dollars par an. En face, les quelque 100 milliards de dollars annuels d'aide au développement et les maigres allègements de dette consentis depuis dix ans (88 milliards de dollars) font office de caution à cette ponction massive des richesses du Sud. Mille

fois, nous avons demandé au G8 que la finance mondiale soit mieux régulée et mieux partagée. Mille fois, nous nous sommes heurtés à un mur.

Voilà que la folie de la finance mondialisée menace nos Bourses et nos emplois, et nos gouvernements s'empressent de convoquer, à huis clos, les vingt pays les plus puissants au chevet du capitalisme pour le préserver sans le remettre en question. Les pays pauvres, « ceux qui souffriront le plus de la crise [et] qui en sont le moins responsables », selon le mot du secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, attendront.

Zones de non-droit

Comme nous, l'objectif affiché de l'Union européenne pour ce sommet à Washington doit les laisser pantois. Comment l'UE peut-elle en effet vouloir confier, sans contrepartie, le rôle de gendarme financier de la planète à une institution, le FMI, qui a laissé exsangues les pays endettés, et oublié sa mission première, la stabilité financière internationale. Malgré son siège dans la capitale des Etats-Unis, le FMI s'est avéré incapable d'anticiper la crise des subprimes – et la faillite islandaise. Laissant prospérer des zones de non-droit,

les paradis fiscaux, et mondialisant cette finance dérégulée, il a créé les conditions d'une crise globale. Ce n'est pas sa gestion calamiteuse des crises en Argentine, en Russie et dans le Sud-Est asiatique, au tournant du siècle, qui redorera son blason.

Le FMI est malade. Malade du dogme néolibéral auquel ont été formés 99 % de ses économistes. Malade de la suspicion que suscite son pedigree dans la plupart des pays du Sud. Malade aussi de la mainmise en son sein des pays du G8, que le FMI a renoncé à contrôler, en particulier les Etats-Unis qui disposent d'un droit de veto à son conseil d'administration.

Aussi louable soit-elle, l'ambition européenne d'une reprise en main multilatérale de la finance mondiale restera vaine, si le chantier est confié à une telle institution. A moins d'un traitement de choc. La crise ne trouvera d'issue durable que si la nouvelle régulation internationale est à la fois plus efficace, au service d'une répartition plus juste des richesses, et plus légitime, en associant étroitement les pays pauvres. Bien plus que le G20, le sommet des Nations unies sur le financement du développement, qui se tient à Doha à la fin du mois, est l'occasion rêvée d'entreprendre ce chantier exigeant. ■

Le Monde

SUPPLÉMENT HIGH-TECH

DÈS DEMAIN

Connectés partout

- Les nouveaux appareils qui communiquent
- Toutes les nouvelles consoles de jeux et les derniers téléphones multifonctions
- Entretiens avec quatre chefs d'entreprise de la high-tech française

